

ASSEMBLEE GENERALE

PARIS 12 mai 2017



UNION NATIONALE DES ACTEURS
DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Rapport moral 2016 page 2

Rapport d'activités 2016 page 6

Orientations pour 2017 page 14

RAPPORT MORAL

La transition... une nouvelle voie pour la société comme pour l'Unadel

Changement, mouvement, transition. Comme la société année après année, l'Unadel doit continuer à s'adapter tout en tenant compte de la réalité de ses forces et de la puissance des attentes vis-à-vis de ce qu'il est désormais convenu d'appeler « la marque » du développement local.

Nos idées et nos analyses sont souvent partagées, relayées voire reprises à leur compte par d'autres réseaux, d'autres structures et organisations, ou par les dirigeants de ce pays, de collectivités locales et de grandes organisations. Nous pouvons en tirer une certaine fierté mais aussi parfois de l'inquiétude.

La reconnaissance de l'apport du développement local, de la participation et de l'engagement citoyen pour faire face aux multiples défis économiques, écologiques, sociaux et sociétaux de notre époque nous conforte et nous encourage. L'usage sans méthode mais avec décrets et instrumentalisation descendante nous interpelle et montre que rien n'est jamais totalement acquis.

Alors que la COP 21 et l'accord de Paris semblaient pouvoir engager durablement nos organisations dans la construction de la transition énergétique et d'un nouveau modèle de développement économique plus respectueux des hommes et de la planète, force est de constater la fragilité des décisions internationales et nationales lorsqu'elles sont confrontées à la réalité des urnes et des faits sur les différents continents. Et notre pays n'est pas

en reste. Que l'on prône le repli sur soi ou la libéralisation de l'initiative économique, on fait peu de cas de la fragilité des équilibres et de la finitude des ressources et de la vie.

Tandis que la mondialisation n'en finit pas de progresser sans se soucier des conséquences de la financiarisation de l'économie et du développement des liens et du rejet de l'autre en 140 caractères sur la toile de la communication, l'organisation du réseau des tisserands se poursuit dans la discrétion souvent, l'indifférence parfois.

Le développement local a su construire des démarches et des territoires résilients. La méthode forgée et structurée dans les pratiques de l'éducation populaire, a permis de s'appuyer davantage sur les forces vives du territoire local pour adapter les politiques publiques aux spécificités et construire un projet commun à partir d'un diagnostic partagé.

Nous avons et la conviction que l'avenir se construirait dans les territoires et l'ambition qu'il n'y ait plus de territoires sans devenir. C'était un appel à une double responsabilité : celle des acteurs locaux (personnes et organisations dites structures) et celle des pouvoirs (politiques, économiques et administratifs). Le croisement des dynamiques de l'ascendant avec l'impulsion et la volonté du descendant, du vertical et de l'horizontal, ce que Michel Dinot appelait la théorie de l'angle droit, tel est le creuset théorique, méthodologique et pragmatique de ce qui a forgé la richesse du regard croisé des acteurs, une méthode, une volonté, un projet commun et

partagé de développement local et une ambition de rassembler par-delà les convictions, les croyances et les différences de situations.

Lors de notre assemblée générale 2016, dans les locaux de l'Assemblée Nationale, nous avons évoqué la sidération provoquée par les attentats de 2015 et constaté que le fossé s'était indéniablement creusé et amplifié entre la sphère des décideurs, économiques et politiques, et les citoyens. Nous avons une fois de plus souligné le besoin de retrouver du sens, de l'initiative et du lien. On peut y ajouter l'exigence de renforcer l'esprit de responsabilité et de retrouver la volonté de construire davantage de fraternité.

Notre association s'est interrogée sur l'utilité de son action et sur le besoin d'actualiser son discours et de renouveler sa pratique.

Est-ce que les valeurs que nous portons, les principes que nous défendons, les méthodes que nous préconisons, le vocabulaire que nous utilisons, peuvent encore avoir un écho et répondre aux besoins et aux attentes d'une société qui se délite et se communautarise, d'une population de plus en plus concernée par des modes virtuels de relation et de communication ?

Faut-il encore parler de projet de territoire et de transition, valoriser les circuits courts et la proximité alors que tout contribue à parier sur la mondialisation des échanges, sur la généralisation du processus de métropolisation de notre société et sur la compétitivité de territoires de plus en plus vastes tirés par la dynamique des villes ?

Combien sont-ils ? [...] Combien sommes-nous ? [...] Encerclons-les !

Selon notre bonne vieille habitude, nous ne cessons pas de nous poser des questions sur la pertinence de ce que nous faisons, d'autant plus que la défense de la ruralité, de l'interterritorialité et de la coopération plutôt que de la compétition entre les territoires, du besoin d'animation et d'ingénierie territoriale afin que les gens soient davantage acteurs de leur devenir, se heurtent trop souvent à un manque de résultats probants et à une réalité de la montée des forces de la peur et du rejet de l'autre qui va de pair avec une attente forte et toujours déçue de solutions providentielles.

Mais nous remettons chaque jour l'ouvrage sur le métier en nous disant que cette époque si difficile a encore bien des choses à nous apprendre et que nous-mêmes, militants et professionnels, élus de la démocratie représentative ou associative, nous devons nous adapter aux changements de civilisation et accompagner les forces émergentes, les pratiques nouvelles qui réinventent de nouvelles manières de vivre, de faire et de décider ensemble.

C'est pourquoi, conscients de la faiblesse de nos moyens et de la richesse du collectif, nous avons choisi de développer de nouvelles alliances et de nouveaux partenariats tout en démultipliant les instances de travail, au risque parfois de perdre en lisibilité et de désorienter certains de nos administrateurs. Ils ont validé en juin dernier la création au côté du CA, d'un cercle de partenaires et d'un cercle d'experts constitué avec ceux qui animent des formations et interviennent au nom de

L'Unadel en réponses aux sollicitations et demandes d'interventions qui nous sont faites.

Cette stratégie de clarification et de diversification de nos alliances a permis d'engager plusieurs chantiers avec des réseaux proches qui nous confirment le besoin d'Unadel et le besoin de mutualisation des réflexions et de convergence des actions relevant pour l'essentiel de l'éducation populaire, de la solidarité et de la construction de nouvelles formes d'économie. Elle a aussi permis à l'Unadel de s'acculturer à la pratique des autres et d'enrichir son approche et son analyse de la société.

Elle a enfin permis de constater que la méthode de travail testée avec les écoutes territoriales dans le cadre du partenariat avec Mairie-Conseils et la Caisse des Dépôts pouvait se partager et nous aider à mieux connaître et mieux faire connaître les solutions imaginées par les territoires locaux pour s'adapter aux mutations et s'engager dans la transition.

Et de fait le cercle des partenaires animé par Claudy Lebreton et le groupe des écoutants autour de Vincent Chassagne et Cécile De Blic, sont devenus des laboratoires qui enrichissent le travail de l'Unadel.

Mais ils ne remplacent pas le travail des administrateurs sans doute trop souvent confinés au rôle de devoir trouver des solutions techniques et financières pour prolonger l'existence d'un réseau trop coupé désormais d'une vraie force fédératrice de réseaux régionaux d'animation des acteurs du développement local en région ; si le Carrefour des

Pays lorrains tente de s'adapter aujourd'hui à son nouvel espace régional du Grand Est en se transformant en Citoyens et Territoires du Grand Est, l'ARDL Paca se concentre essentiellement aujourd'hui sur la mise en place des conseils citoyens et sur le soutien au centre de ressources de la politique de la Ville. Dans cette région comme dans celle de Rhône-Alpes-Auvergne, l'ingénierie du développement local est quasi sacrifiée au bénéfice du renforcement des moyens techniques des intercommunalités issues des fusions et de l'animation des Pôles d'équilibre territoriaux qu'elles constituent entre elles pour gérer des compétences communes comme celle du portage des SCOT (Schéma de COhérence Territoriale).

C'est dans ce contexte que l'Unadel et l'IRDSU ont tenté de maintenir l'animation du Carrefour des métiers en dépit des difficultés puis de la disparition de leur partenaire historique, le Collectif Ville Campagne. Celui-ci avait su, autour de Jean-Yves Pineau son directeur, valoriser les politiques d'accueil dans les territoires ruraux comme moteur de l'attractivité. Nous reviendrons dans le rapport d'activités sur ce chantier que nous portons depuis plus de 15 ans en dépit des difficultés et depuis quelques années avec le soutien efficace de l'Acse puis du CGET. Il est clair que les enjeux de formation, de professionnalisation et de capitalisation des savoirs faire et de l'expérience sont au cœur des dynamiques territoriales et de projet.

Force est de constater que les inégalités de moyens entre territoires ruraux et territoires urbains ne se réduisent pas en matière d'ingénierie ; le pilotage en tuyau d'orgues des politiques d'animation

économique, des politiques sociales et des politiques culturelles, éducatives ou de formation, conduit à renforcer les fractures et à favoriser les territoires les moins en difficulté.

La segmentation et la spécialisation font reculer les pratiques d'animation de la participation et de stimulation de l'engagement citoyen. Les élus et les nouveaux cadres de l'administration territoriale, confrontés à la complexité de la gestion de territoires plus grands et à la prise en compte de nouvelles compétences avec des moyens réduits, donnent la priorité à leur mission de gestion. Celle de l'animation du territoire, d'ensemblier des politiques publiques et de facilitateur de la participation et du débat public constitue d'autant moins une priorité qu'on peut s'appuyer sur des moyens d'expertise et d'ingénierie spécialisée en capacité de proposer une réponse à tout problème posé.

Tout en reconnaissant que les nouvelles équipes dans les nouvelles régions comme dans les nouvelles organisations intercommunales ont besoin de prendre leur marque, nous souhaitons attirer leur attention sur leur rôle et leur choix en matière d'investissement. Il est urgent de considérer l'importance de l'investissement humain et de l'investissement immatériel pour faire émerger les idées, les propositions qui pourront demain se transformer en projets d'autant plus solides qu'ils auront été coconstruits dans une démarche participative.

Nous n'oublierons pas que si nous pouvons tenir cette assemblée générale et présenter les différents rapports relatifs à l'année 2016 c'est parce que

nous avons pu franchir un nouveau cap en mettant en œuvre une grande partie des résolutions votées l'an dernier.

Il revient au président de souligner la fidélité et l'engagement des administrateurs, le soutien moral et financier de nombre d'entre eux et de quelques adhérents et sympathisants qui ont apporté une contribution financière participative ou qui ont abandonné leur demande de remboursement de frais. Un grand merci à eux. Merci aussi au personnel, à la déléguée générale Michèle Pasteur qui nous a proposé un arrangement financier bienvenu dans la période, au Carrefour des Pays lorrains qui nous a avancé de la trésorerie, à Blanche Vandecasteele qui a sollicité une convention de reconversion professionnelle en cours d'année. Toutes ces mesures conjuguées avec l'investissement bénévole comme secrétaire général d'un administrateur, Jean Maillet, nous ont permis de réduire nos dépenses et nos charges de personnel sur l'exercice. Pour autant nous avons poursuivi nos missions et négocié de nouveaux partenariats qui ont engendré de nouvelles charges de travail.

Enfin et surtout, contre toute attente, nous avons eu l'opportunité de pouvoir reconstituer nos fonds associatifs grâce à la dévolution volontaire des biens subsistants après la clôture des comptes d'une structure qui œuvrait au soutien de l'emploi dans les territoires.

Nous pourrions donc plus sereinement cette année aborder l'examen de nos comptes et de nos finances. Mais bien évidemment il nous faut aussi envisager l'avenir avec prudence et réalisme. Plus

nous développons de projets, plus nous aurons besoin de moyens y compris humains et donc de dépenses. L'apport en bénévolat est conséquent mais insuffisant et risqué : les forces vieillissent et peuvent s'épuiser ; de surcroît l'Unadel souhaite pouvoir salarier et rémunérer normalement les personnes qu'elle mobilise pour agir et permettre aux administrateurs de continuer à produire de la réflexion de la proposition et de l'interpellation tout en soutenant les membres du bureau dans l'administration générale de l'association. L'association a besoin aussi de retrouver plus de capacité de communication et de mobilisation de nouveaux adhérents pour élargir sa base, retourner davantage au contact des territoires locaux et capitaliser mieux les initiatives et les expériences de terrain. Nous pourrions y revenir dans le rapport d'orientation. Mais il nous faudra aussi accueillir de nouveaux administrateurs pour apporter plus de diversité, plus de jeunesse (en âge), plus de gens en lien avec des territoires régionaux insuffisamment représentés actuellement.

Pour conclure ce rapport moral, il nous faut souligner combien pour nos interlocuteurs des ministères et services de l'Etat et principalement du Commissariat Général à l'Egalité des Territoires, des directions de la Caisse des dépôts et de Territoires Conseil avec lesquels nous travaillons, de l'Agence France Entrepreneur, de l'Agence de l'Environnement et de la maîtrise de l'énergie, les membres du réseau rural, ceux de l'Association Nationale pour les nouvelles ruralités et de la Coordination nationale des conseils de développement, du Réseau des élus de l'économie sociale et solidaire et du Centre national de la

Fonction Publique territoriale, la parole de l'Unadel et ses propositions et suggestions sont écoutées et attendues. Cela nous oblige et nous conforte ; cela nous apporte aussi commandes et financements. Mais cela ne peut créer de dépendance et de fragilité que si nous perdons notre vocation à être un maillon d'un réseau d'acteurs de la vie des territoires.

Je vous remercie.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C Grivel', written over a horizontal line.

Claude Grivel,
Président.

RAPPORT D'ACTIVITES

Nouvelle année de transition pour l'Unadel, ses administrateurs et salariés avec l'ambition d'installer une organisation renouvelée dans un environnement marqué par la réorganisation des territoires autour des nouvelles régions, la préparation des élus et de leurs équipes à une nouvelle étape de la coopération intercommunale à l'issue des travaux des élus et des Préfets sur les découpages des EPCI et l'adaptation ou la disparition des Pays et la création de PETR.

Année marquée également par une ambition affichée par le Gouvernement d'accompagner autant les territoires ruraux qu'urbains avec le lancement de contrats de ruralité mais aussi l'accompagnement important des conseils citoyens dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville.

Avec des partenariats qui se renforcent....

Dans ce contexte l'Unadel a eu l'opportunité de conforter pour une deuxième année le partenariat avec [la Caisse des Dépôts et Mairie-conseils autour des écoutes de territoires](#) en transition écologique et/ou travaillant la question du tourisme durable, de terminer une série de [rencontres territoriales thématiques en région Occitanie et Auvergne Rhône-Alpes](#) et de réunir les 9 territoires écoutés en 2015 pour une rencontre de restitution des travaux en juillet 2016 à l'invitation de la Caisse des Dépôts et Consignations.

[Les contrats de ruralité](#) ont été l'occasion de travailler avec [le CGET](#) sur ce nouvel outil contractuel et de commencer à accompagner des territoires voulant ou ayant signé de tels contrats. Il s'agit, dans une perspective d'appui méthodologique, d'amplifier si nécessaire

l'ambition de gouvernance ouverte et d'association des habitants dans ces territoires.

Avec [le CGET](#) encore, renouvellement pour une nouvelle année, du partenariat pour [l'animation du Carrefour des Métiers du développement local co porté par l'Unadel et l'IRDSU](#) avec la participation du Collectif Ville Campagne (qui a connu au second semestre une cessation d'activités).

[L'Agence France Entrepreneur](#) a soutenu l'Unadel dans son action de [questionnement et de « porté à connaissance » autour des outils de la création-reprise d'activités dans les territoires.](#)

Un conseil d'administration engagé...

Les administrateurs de l'association, autour du Président et des membres du bureau, se sont retrouvés régulièrement pour travailler sur les évolutions du développement local au regard de l'actualité et réfléchir à l'organisation à mettre en place pour être au plus près des initiatives multiples prises par un ensemble foisonnant d'acteurs thématiques et territoriaux.

Pour cela l'assemblée générale, tenue le 10 Juin 16, dans les locaux de l'Assemblée Nationale, a acté la nécessité d'ouvrir nos travaux à l'ensemble de nos partenaires, financiers et d'actions au travers de réunions d'un cercle des partenaires. Dans un même temps il a été décidé de réunir dans un cercle des experts les différents intervenants, bénévoles, salariés ou consultants associés qui s'investissaient dans les écoutes territoriales et les actions d'accompagnement des instances locales de concertation.

Cette organisation en cercles de travail autour du conseil d'administration s'est mise en place au second semestre et a produit ses premiers effets qui

se traduiront dans les orientations 2017 de l'Unadel.

Durant l'année 2016, les administrateurs auront eu à accompagner l'évolution de l'organisation et de la gestion de l'Unadel afin de retrouver des marges de manœuvres humaines et financières.

Un cercle des partenaires dynamique...

Le cercle des partenaires, animé par Claudy Lebreton, administrateur de l'Unadel, à la particularité de réunir à la fois les partenaires institutionnels et financiers avec les partenaires des actions conduites par l'association mais également les réseaux et associations ou collectifs qui œuvrent dans « l'écosystème » du développement local.

Un cercle des experts qui s'organise...

Pour échanger sur les méthodes et outils de travail mais également pour comprendre les différentes dynamiques territoriales qui sont observées tant dans les territoires écoutés sur la transition écologique et le tourisme durable qu'accompagnés pour la mise en travail de leurs conseils citoyens ou, en fin d'année l'élaboration de contrats de ruralité.

Ces échanges de pratiques professionnelles et d'analyse de pratiques de gouvernance territoriale sont des apports importants pour comprendre en quoi le développement local s'adapte aux contraintes qui lui sont faites.

Une gestion financière maîtrisée...

L'année 2016 aura été l'année des ajustements avec la volonté d'aboutir à une situation assainie en fin d'exercice. La trésorerie toujours tendue de l'association entraînant une insécurité de gestion il

a été recherché tout à la fois des recettes nouvelles et une grande maîtrise des dépenses. Au prix d'efforts sur les postes de dépenses, de recherches d'économie dans le fonctionnement et d'actions nouvelles engagées avec l'investissement des bénévoles de l'association il a été possible de retrouver des marges de manœuvre et de reconstituer le fonds associatif.

Une équipe salariée qui se resserre...

Commencée avec trois salariés, l'année se termine avec un seul permanent épaulé par des administrateurs très présents ainsi qu'avec une comptable vacataire.

Le choix a été fait de réduire l'équipe salariée et d'utiliser au mieux les ressources bénévoles de l'association pour sortir l'Unadel d'une situation financière d'une grande fragilité.

Michèle Pasteur, déléguée générale, ayant eu l'opportunité de trouver un poste dans une association n'a pas été remplacée durant l'année, Jean Maillat, administrateur, occupant bénévolement le poste de secrétaire général de l'association.

Blanche Vandecasteele, chargée de communication, a fait l'objet d'une rupture conventionnelle de contrat de travail, le poste qu'elle occupait étant, dans la période, inadapté aux projets à conduire.

François Noguet a tout à la fois travaillé avec les experts autour de la recherche et de la conduite de formation de membres de conseils citoyens et animé avec les partenaires les travaux du carrefour des métiers.

Enfin Christine Couppa, comptable, a veillé à la tenue des comptes et à l'élaboration d'outils de

gestion qui ont permis de mettre en ordre les finances de l'association.

L'Unadel a fait le choix de rester dans les locaux occupés avec les associations 4D et la Fabrique Ecologique avec lesquelles les rapports d'échanges et de partages ne se sont pas démentis en 2016.

Une ambition renouvelée...

Pour l'année 2017 avec un travail des administrateurs en vue de concrétiser des alliances plus fortes avec, à la fois, nos partenaires financiers mais également avec quelques associations qui partagent comme nous l'ambition de contribuer à bâtir des outils, des formations pour et avec les acteurs de territoires en vue d'un développement local du XXIème siècle.

Les actions menées par l'Unadel

Le Carrefour des Métiers en partenariat avec le CGET (Commissariat Général à l'Egalité des Territoires), l'IRDSU (Inter réseaux du développement social urbain), le collectif Ville Campagne



L'animation du Carrefour, portée par François Noguét, a dû être redéfinie suite à la disparition du Collectif Ville Campagne au mois de septembre 2016.

AXE FABRIQUER : Formations

Le 11 octobre 2016 la deuxième promotion du cycle de formation développeurs territoriaux de l'INSET a démarré et à cette occasion le Carrefour des métiers est intervenu afin d'échanger avec les participants. Le carrefour des métiers pourra participer à cette rencontre pour d'une part valoriser les travaux réalisés au sein du Carrefour des métiers et leur application concrète au travers des référentiels métiers et des formations et d'autre part, participer au processus d'amélioration continue des formations proposées de par les expérimentations poursuivies au sein du Carrefour et au bénéfice des partenaires.

L'objectif de cette action est de pouvoir préparer pour l'année 2017 une rencontre nationale autour de la thématique de la formation des métiers du développement local réunissant les centres de formations, les CNFPT, les centres ressources

La formation action sur la participation aura lieu les 6 et 7 juillet à Grenoble en partenariat avec l'IRDSU et Grenoble Alpes Métropole qui accueillera la formation action. La formation action a pour but de mettre les participants dans une situation de compréhension du contexte et des enjeux de la mise en place des conseils citoyens à l'échelle de Grenoble Alpes Métropole, mais également de produire des propositions stratégiques de la conduite du projet pour enfin confronter ces productions avec les choix et les questionnements

de l'équipe projet.

AXE RELIER : Représentation

Le Carrefour de métiers a participé à l'organisation de la rencontre régionale sur les conseils de développement et les conseils citoyens des 25 et 26 novembre à Aix en Provence organisée par l'ARDL PACA. Cette rencontre a permis de mettre en lumière le désengagement de la région PACA sur les métiers du développement local et les nouveaux enjeux qui pèsent aujourd'hui sur les EPCI.

ADCF : Deux rencontres ont eu lieu au mois de novembre 2016 et janvier 2017 avec l'ADCF et l'ADGCF. Ces rencontres ont permis de partager les analyses et les enjeux des métiers du développement local actuellement à l'échelle des communautés (EPCI). L'ADCF et l'ADGCF participeront au prochain comité de pilotage du Carrefour des métiers.

L'appui à la construction et à la mise en œuvre de contrats de ruralités à la demande du Commissariat à l'Égalité des Territoires (CGET)



Les 3 comités interministériels à la ruralité (CIR) tenus en 2015 et au premier semestre 2016 ont débouché sur plus de 100 initiatives, actions et programmes destinés à participer à la dynamisation des territoires ruraux.

Parmi ceux-ci, le contrat de ruralité est une procédure nouvelle destinée aux territoires ruraux, à l'échelle d'un PETR ou d'un regroupement d'EPCI, disposant d'un projet de territoire afin de mobiliser l'ensemble des financeurs potentiels, publics et privés, autour de la mise en œuvre des actions et projets identifiés.

En contractualisant pour une période de 4 ans, le territoire et ses financeurs mobilisent, en plus des crédits de « droit commun » une enveloppe de fonds de solidarité pour les initiatives locales (FSIL) dédiée.



Les territoires ont été invités à signer des contrats d'ici la fin 2016 et la loi de finances 2017 à prévu de cibler une enveloppe nationale du FSIL de 216M€ répartie à partir des régions dans les départements.

Le CGET a proposé à l'Unadel d'accompagner 6 territoires ayant signé ou voulant signer un contrat de ruralité.

Cet accompagnement doit s'effectuer en faisant intervenir un binôme d'accompagnants de l'Unadel sur des modalités à chaque fois négociées avec les élus du territoire et le référent départemental ruralité de l'Etat.

L'intérêt pour les acteurs du territoire est de disposer d'un « regard extérieur » et d'indications de méthodes susceptibles de faciliter la rédaction et/ou la mise en œuvre du contrat.

L'intérêt pour l'Unadel, dans le droit fil des écoutes réalisées avec le concours de la CDC, est de connaître de nouvelles dynamiques d'acteurs territoriaux.

L'action engagée au dernier trimestre 2016 se poursuivra au premier semestre 2017.

Les territoires concernés sont :

- la communauté de communes Sausseron Impressionistes dans le Val d'Oise,
- les communautés de communes du Val Eyrieux et de Lamastre en Ardèche
- la communauté de communes du Bocage Bourbonnais dans l'Allier,
- le PETR du Pays d'Auch dans le Gers
- le PETR Brie et Champagne dans la Marne,
- la communauté de communes (pays) A3V dans les Alpes de Haute Provence

En partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations et Mairie conseils,

les Ecoutes territoriales : « s'organiser pour innover : quand les territoires ruraux conduisent le changement ».

La réalisation d'écoutes territoriales a été reconduite pour l'année 2016 sur la base de 5 écoutes nouvelles sur les mêmes thématiques que pour 2015 : la transition écologique et le tourisme durable.

Il a également été convenu de revenir, un an après, vers les 9 territoires écoutés en 2016 et début 2017 afin de mesurer ce qui avait évolué tant sur les projets engagés que sur la gouvernance et le jeu des acteurs locaux.

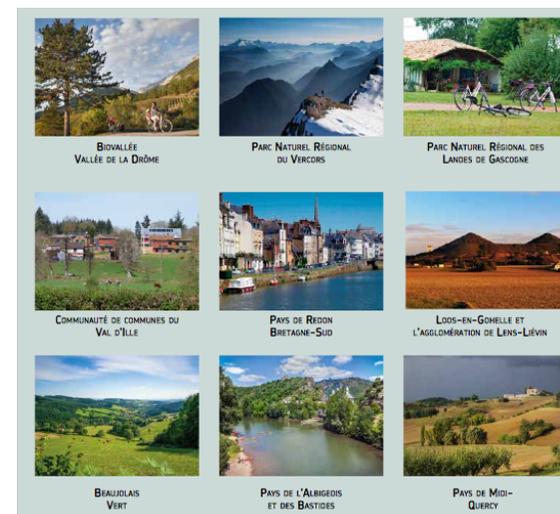
Ce sont ces deux chantiers qui ont été contractualisés pour 2016 avec la Caisse des Dépôts et Mairie conseils.

Mairie conseils et la Caisse ont pris en charge l'organisation d'une journée d'échanges qui s'est déroulée le 6 juillet entre les territoires et avec la participation d'élus et de techniciens de territoires intéressés. Cette journée s'est déroulée en présence d'une centaine de participants, animée par Cécile de Blic, experte associée de l'Unadel. Un recueil des écoutes à été édité pour l'occasion et est accessible sur le site de l'Unadel en téléchargement :

<http://unadel.org/wp-content/uploads/2016/07/LIVRET-ET-FINAL-WEB.pdf>



Énergie, tourisme durable
» 9 territoires en transition
Expériences et enseignements



Le groupe des « écoutants » s'est réuni à 6 reprises en 2016 pour préparer les travaux à conduire et échanger sur les territoires pertinents à rencontrer. Les échanges ont conduit à retenir cette année (après des contacts préalables pour vérifier auprès des acteurs locaux l'intérêt qu'ils voyaient à effectuer ce travail d'écoute avec l'Unadel) les territoires suivants :

La communauté de communes des Crêtes pré Ardennaises (08) – réalisée les 3 et 4 novembre
Le syndicat du grand site du Canigou (66) – réalisée les 17 et 18 novembre
Le Pays d'Entre deux Mers (33) – réalisée les 15 et 16 novembre
Le PETR du Pays du Grand Figeac (24) à venir - juin
La Métropole de Nantes (44) à venir – juin 17.

Le programme a pris du retard du fait de finaliser l'accord avec les deux derniers territoires, aussi seules les trois premières écoutes ont été réalisées durant le dernier trimestre 2016. Le programme glissant sur le premier semestre 2017 pour la réalisation des deux dernières écoutes et la réactualisation des écoutes 2015.

L'arrivée d'un stagiaire, Valérian Poyau, en master génie de l'aménagement du territoire et de l'environnement épaulera l'équipe des écoutants pour finaliser les travaux en cours et conclure ainsi la deuxième saison des écoutes territoriales.

Ce sera l'occasion pour le groupe des écoutants de revenir sur les éléments repérés comme contribuant à mener la transition dans les territoires.

Il faut noter que la démarche des écoutes territoriales peut être considérée comme un outil déclinable sur d'autres thématiques et dans d'autres contextes.

Ainsi il a été convenu avec le CGET de réaliser 6 écoutes de territoire préparant ou ayant conclu un contrat de ruralité, en accompagnant les gouvernances des acteurs locaux dans la mise en perspective de leurs actions dans un projet de territoire et/ou dans l'organisation de leur

gouvernance politique et/ou technique pour mettre en œuvre le contrat de ruralité.

Dans une approche similaire, un travail commence avec l'ADEME pour accompagner 4 territoires en transition pour capitaliser autour des pratiques de conduite du changement dans les politiques publiques.

Les réunions du Cercle des Partenaires de l'Unadel

Décidée à l'occasion de l'Assemblée générale du 10 juin 16, la mise en place du Cercle des Partenaires, animé conjointement par Claudy Lebreton et Claude Grivel à tenu ses premières réunions.

L'occasion d'échanger tant avec les partenaires institutionnels financeurs qu'avec les partenaires des organisations et réseaux avec lesquels des projets sont en cours ou en perspective.

Deux réunions se sont tenues en 2016, en octobre et en décembre, une en janvier 2017 et la prochaine dans quelques jours, le 23 mai.

La qualité des discussions a permis de mieux comprendre les enjeux des organisations représentées, de voir les perspectives offertes par un dialogue permanent entre acteurs publics et acteurs associatifs organisés, de commencer à envisager des actions coordonnées et peut-être, demain, communes.

Les réunions du Cercle des Experts

Décidé à l'occasion de l'Assemblée générale du 10 juin 16, le Cercle des Experts réunit les différents intervenants, bénévoles et consultants, qui travaillent sur les thématiques de l'Unadel, à l'occasion des écoutes territoriales, de l'accompagnement des contrats de ruralité, de la formation et l'animation des conseils citoyens, des conseils de développement.

Une première réunion s'était tenue à l'occasion de l'Assemblée générale 2016, des réunions se sont poursuivies pour les écoutants des partenariats CDC et CGET, ainsi qu'au sujet de l'animation des conseils citoyens.

La travail à conduire porte sur une nécessaire convergence d'une offre d'appui aux territoires avec en perspective un travail sur des outils pédagogiques de co-formation pour des citoyens, des élus et des techniciens territoriaux.

Les interventions de l'Unadel et de ses membres au fil de l'année

Janvier

- 12 janvier : conseil de développement de la CC d'Erdres et Gevres – animation d'une soirée de réflexion sur l'avenir des modalités internes de travail du CD. Lieu ? Près de Nantes
- 21 janvier – réunion régionale en Occitanie à Tornac dans le Gard

- 23 janvier – Participation de l'UNADEL aux Fabriques d'Initiatives Citoyennes CPA/CXXI à Paris (MP et JD)

Février

- 1^{er} février 2016 et 8 février 2016 fin de l'accompagnement de la CC des Crêtes préardenaises - le 8 avec Yves Gorgeu – Appui à la rédaction par le bureau communautaire d'une feuille de route, sorte de synthèse du projet de territoire.
- 15 février 2016 : séminaire de restitution de l'écoute territoriale avec Yves Gorgeu – dans le pays Midi QUERCY. Lieu exact ? Sur le pays
- 15 février 2016 au soir : séminaire commun sur deux pays Midi Quercy et Albigeois Bastide dans le cadre de l'expérimentation – sur le pays Albigeois Bastide.

Mars

- 07 mars Représentation de l'UNADEL au Comité de suivi des Conseils Citoyens au Ministère de la Ville - JD
- 11 mars rencontre avec les foyers ruraux à Paris
- 11 mars – échanges avec la DGCL sur la carte des EPCI
- 15 mars 2016 : rencontre territoire à VIZILLE – 38, en lien avec le CDDRA Alpes Sud Isère : « *Agir ensemble pour développer de nouveaux projets pour le territoire* » Animation par Cécile de Blic (en tant qu'experte associée Unadel, mais financée par Cap rural)

- 17 et 18 mars – colloque du CIST à Grenoble
- 17 et 18 mars – Colloque du Séminaire Pour l'Intervention Sociale Communautaire à Paris (M P – PJ A – JD)
- 22 mars – rencontre de l'équipe technique du territoire de Florac en Lozère
- 22 23 mars – animation d'un module de formation de 2 jours à Paris pour une quinzaine de chargés de mission de la ligue de l'enseignement de toute la France. Animation Cécile de Blic en présence de François Noguet. Thème « ancrer son action professionnelle dans le développement local.
- 24 mars – réunion de travail au CGET sur les écoutes territoriales
- 30 mars - représentation de l'UNADEL au colloque "L'engagement associatif comme outil de développement", organisé par la Fédération des Œuvres Laïques des Vosges Intervention d'une heure et demie dans le colloque (GG).

Avril

- 7 et 8 avril – participation au séminaire de prospective de la FONDA
- 7 avril - représentation de l'UNADEL au colloque du CREAN à Hérouville-Saint-Clair (Caen) CREAN =carrefour rural européen des acteurs normands. Contacts dans le but de créer une association normande (GG)
- 11 avril CA de l'Unadel
- 12 avril – réunion des experts du groupe conseils citoyens

- 12 avril – rencontre avec le cabinet Baylet
- 13 avril – réunion des écoutants de l'expérimentation CDC
- 18 avril – réunion du bureau de l'Unadel
- 19 avril – réunion de travail avec l'équipe de 4D
- 21 avril – réunion de travail au cabinet Baylet pour préparer le CIR 3 en Ardèche
- 28 avril – réunion régionale en AuRA en Maurienne

Mai

- 3 mai – rencontres des PTCE organisée par le RTES au SICOVAL à Ramonville (31)
- 12 mai – journée RTES-CNFPT
- 24 mai – réunion des écoutants de l'expérimentation CDC
- 25 mai – réunion du bureau de l'Unadel

Juin

- 6 juin - réunion des écoutants de l'expérimentation CDC
- 8 juin – assemblée générale de l'ANNR à Paris
- 10 juin – AG de l'Unadel à l'Assemblée Nationale

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE DE
L'UNADEL



10 JUIN 2016
ASSEMBLÉE NATIONALE
PARIS
RAPPORTS 2015

- 28 juin – journée des pôles métropolitains à la CDC

Juillet

- 6 juillet – Réunion CDC-Mairie conseils & UNADEL – Journée de restitution des écoutes territoriales « transition » (animation par Cécile de Blic , experte associée Unadel, financée par Mairie Conseils. 80 personnes)
- 11 juillet – AG de l'ADIR – Transrural – réseau CIVAM

Aout

- 30 aout – CGET – réunion sur les contrats de ruralité avec les référents départementaux.

Septembre

- 2 septembre – réunion du CA de l'Unadel
- 8 et 9 septembre – journées professionnelles de l'IRDSU à Bordeaux
- 14 septembre – comité de pilotage du Carrefour des Métiers
- 23 septembre – réunion à Florac à l'invitation du Commissariat de Massif du CGET sur les recherches-actions à développer
- 28 – 30 septembre rencontres nationales TEPOS à Kaysersberg. Animation Cécile de Blic et Yves Gorgeu d'un atelier d'une demi journée sur la gouvernance reproduit deux fois (100 participants au total dans les deux ateliers)
- 29 septembre – rencontres d'automne de

l'ANNR à Chatel Guyon en AuRA

Octobre

- 8 octobre – participation à la journée ATD-Quart Monde et ResO ville – participation, croisement des savoirs au niveau des territoires
- 10 octobre –INSET Dunkerque : ouverture formation 2^{ème} promotion des développeurs territoriaux (OD + JD)
- 18 octobre audition au CESE sur le rapport Jeunesse et Monde Rural
- 20 octobre – rencontre avec l'ADEME sur les écoutes territoriales et les expérimentations de l'Ademe
- 26 octobre – rencontre avec l'AdCF sur le Carrefour des Métiers
- 26 octobre – rencontre au CGET sur les contrats de ruralité
- 26 octobre – participation au comité directeur de l'ANNR
- 27 octobre – participation à la rentrée citoyenne nationale à l'invitation du Ministre de la Ville à la cité des sciences avec les 800 conseils citoyens
- 28 octobre – rencontre avec la fédération nationale pour l'agriculture biologique

Novembre

- 2 novembre – réunion du bureau de l'Unadel
- 3 et 4 novembre – écoute territoriale CDC dans le Pays de l'Entre 2 Mers en Nouvelle Aquitaine
- 7 et 8 novembre– participation aux états généraux des pôles et des pays organisés

par l'ANPP à Bordeaux

- 15 et 16 novembre – écoute territoriale CDC dans les Crêtes pré Ardennaises à Poix Terron et Signy l'Abbaye dans le Grand Est
- 17 et 18 novembre – écoute territoriale CDC dans le Canigou à Prades en Occitanie
- 19 novembre - Intervention auprès du pays "Durance-Provence" en cours de disparition. Examen de la situation Contacts avec le pays Dignois (GG).
- 21 novembre réunion des écoutants CDC
- 22 novembre – réunion du CA de l'Unadel
- 25 novembre- réunion du Comité du réseau rural (CG)
- 25 et 26 novembre - participation à la rencontre des "Territoires Citoyens", à Aix-en-Provence. Conseils de développement de PACA. Examen d'une situation régionale très préoccupante (GG – JM – GD - CL).
- 30 novembre – participation au comité directeur de l'ANNR

- 30 novembre – co-animation avec la CNCD d'une journée d'échanges sur les conseils de développement dans les Pays,

PETR et EPCI de + de 20.000 ha accueillie par le conseil départemental de Haute Garonne avec l'Université Jean Jaurès

Décembre

- 2 & 3 décembre - Journées Nationales du Pouvoir d'Agir à Saint Denis (JD)
- 2 décembre - participation au nom de l'UNADEL, à la rencontre de l'association "Agents de développement d'Aquitaine". dans la banlieue de Bordeaux. Examen de l'élargissement de l'association aux territoires de la "Nouvelle Aquitaine" Examen de l'élargissement aux autres acteurs du développement que les professionnels. Présence de l'Association des Agents de développement du Limousin (GG).
- 6 décembre – réunion du cercle des experts de l'Unadel



- 7 décembre – réunion du collectif associatif « les voix de la ruralité » à l'invitation de l'ANNR, l'ANMR et l'ANPP
- 8 décembre : Jury de fin de stage des professionnels à l'INSTEP CNFPT de Dunkerque (JD)
- 13 décembre – réunion du cercle des partenaires de l'Unadel



- 16 décembre – Atelier Accompagnement contrat de ruralité CC du Sausseron
- 20 décembre – rencontre de travail avec le RTES

Cette liste n'est pas totalement exhaustive, elle reprend les dates communiquées par les administrateurs et les salariés.

La vie de l'Association

Le conseil d'administration et le bureau se sont réunis chacun 4 fois durant l'année en alternant réunions physiques et réunions téléphoniques.

Le Président, Claude Grivel, avec la déléguée générale, Michèle Pasteur, puis à partir du mois d'avril avec le secrétaire général, Jean Maillat, ont assuré l'animation des instances de l'association, coordonné le travail des salariés et assuré le travail de représentation auprès des partenaires.

Ils ont été secondés dans de multiples occasions par les administrateurs bénévoles de l'association.

Ce rapport s'enrichira encore à l'occasion de notre débat.

Jean Maillat,
Secrétaire général.

RAPPORT D'ORIENTATION ET PERSPECTIVES

Les échanges conduits par les administrateurs, dans le droit fil des orientations adoptées à l'occasion de l'assemblée générale en juin 2106, et les actions conduites au cours de cette année 2016, permettent d'envisager une année 2017 sur un nouveau socle de sérénité ouvrant **un nouveau cycle d'activités pour les 3 ans à venir**. Cela suppose de conforter l'organisation, de renouveler nos instances pour y accueillir plus de jeunes, de professionnels et d'élus notamment, en prise avec la réalité des territoires locaux. Cela suppose aussi de trouver une bonne articulation entre les instances traditionnelles de l'association (CA, bureau, groupes de travail - carrefour des métiers, conseils citoyens, conseils de développement...), et les cercles créés en 2016 associant d'une part les partenaires et réseaux partageant notre lecture des territoires et de la coconstruction des politiques publiques dans une démarche de croisement des regards, et d'autre part les intervenants, universitaires, formateurs et experts de l'accompagnement et de l'écoute des territoires, notamment ceux qui sont engagés dans la transition écologique, énergétique, économique et démocratique, dont la liste est évolutive et non fermée

Une gestion financière rigoureuse a permis à l'association de reconstituer ses fonds associatifs et d'envisager plus sereinement la gestion quotidienne de sa trésorerie, tout en recourant à nouveau sur le concours d'un secrétariat général salarié en 2017. Cela a notamment été rendu possible non seulement par les efforts de gestion et de négociation de la reconduction des conventions arrivant à terme, mais aussi par la négociation de nouveaux concours et l'engagement totalement

bénévole et très conséquent de plusieurs administrateurs.

C'est ce qui a permis à l'Unadel de **développer en 2016 de nouveaux partenariats au niveau national** et de poursuivre l'organisation de rencontres territoriales en région. Cela débouche sur **des perspectives de rapprochement entre réseaux** et de diversification des actions et des financeurs. Cela nous oblige aussi à bien cadrer nos missions et à veiller à adapter la mobilisation des moyens non seulement à la bonne réalisation des contrats passés mais aussi aux objectifs et orientations de notre mouvement, sans perdre notre âme et sans passer notre temps à courir après des financements qui obligent à mobiliser des moyens nouveaux qui ne serviraient pas l'objet associatif. Un équilibre est à trouver entre la mobilisation de moyens permettant de faire fonctionner notre organisation et de la maintenir en vie en dépit des difficultés d'un passé proche et la nécessité de dégager suffisamment d'énergie pour la réflexion, l'analyse, l'interpellation, la communication, voire l'élargissement de notre base adhérente, passant vraisemblablement par un certain retour à la base pour mobiliser en région les forces ascendantes qui justifient l'existence de notre réseau.

Un réseau national multi acteurs (qui tend à devenir multi penseurs avec le vieillissement de beaucoup d'entre nous) ne se justifie durablement que s'il parvient à maintenir une double fonction :

- développer des liens, du réseau, de l'interaction et de l'interpellation au niveau national en étant force de proposition

- servir de chambre d'écho et de relais de ce qui se passe au niveau local.

Cela suppose le maintien de liens forts et concrets avec les élus locaux, les professionnels de terrains, les initiatives innovantes qui renouvellent l'exercice de la démocratie locale dans un contexte très changeant.

Cela suppose aussi des moyens de communication et d'animation dont nous ne disposons pas vraiment. Cela suppose enfin que les professionnels et bénévoles du réseau national conservent suffisamment de liens et d'ancrage dans les territoires locaux, ou à défaut que notre organisation puisse s'appuyer sur des relais. Cela peut s'appeler [des réseaux régionaux de l'Unadel](#) ou [des réseaux partenaires de notre écosystème](#).

Cela provoque du débat au sein de nos instances, certains considérant qu'il est utopique ou dépassé de raisonner encore sur la chimère de réseaux régionaux fédérés au niveau national alors que se multiplient les organisations corporatistes et thématiques dans tous les champs. Tout le monde est d'accord avec la nécessité d'une approche globale des territoires et d'une animation transversale des territoires ; mais plus personne ne considère que c'est vraiment une priorité financière et politique tandis que les territoires s'organisent en métropoles, en pôles métropolitains ou en pôles d'équilibre territoriaux et ruraux de plus en plus vastes.

Les coopérations, les valeurs et l'esprit du développement local se retrouvent dans l'économie sociale et solidaire, dans l'organisation des

transitions, dans la mise en mouvement de nouvelles formes de mobilisation, souvent « hors systèmes »...

Aussi faut-il tourner une page ou au contraire trouver les moyens de saisir les mutations fortes qui traversent la vie des territoires, les nouvelles formes d'actions et de dynamiques qui révèlent de nouvelles pratiques et constituent une nouvelle culture moins classique, plus en prise avec les nouvelles technologies de la communication et avec la mobilité des personnes et des biens.

[Faut-il une révolution du développement local ?](#)

Faut-il maintenir des liens avec la sphère des collectivités locales qui se détournent de plus en plus du projet pour trouver ses marques dans la gestion, ou en développer d'autres davantage avec les mouvements émergents, spontanés et sans doute moins durables, mais dans lesquels nos concitoyens se retrouvent plus et mieux, quand ils ne se réfugient pas dans le repli sur soi et l'individualisme, portes d'entrée du populisme qui dissimule souvent le rejet et la haine de l'autre ?

[Ne faisons pas du développement local un dogme, une vérité révélée](#). Mais la pratique et l'expérience du développement local favorise la résilience, des femmes et des hommes et des territoires. Notre société se segmente de plus en plus. Nous n'avons pas le choix : soit nous contribuons à renforcer les fractures, soit nous continuons à travailler au rapprochement, à une meilleure compréhension des enjeux, à la formation des citoyens pour que l'accès au savoir et à la coresponsabilité des décisions publiques soit accessible à tous ; soit

nous plions nos dossiers et rejoignons la cohorte de tous ceux qui renoncent et s'isolent en entrant dans le vieillissement parce qu'ils décrochent d'un monde qui va trop vite sans savoir où il va vraiment.

Le besoin d'Unadel est souvent exprimé, plus au niveau national et en externe que localement et dans nos propres instances. Il nous faut cesser d'agiter inutilement du jus de crâne et se persuader que nous avons mieux à faire que de tourner autour du nombril de chacun d'entre nous.

[Penser et agir, agir pour penser, penser pour agir. Le faire et le vivre](#). L'Unadel n'est pas en 2017 une fédération de réseaux régionaux. Dont acte ! elle n'est pas non plus une nième association d'élus locaux ; elle n'est pas davantage une addition d'individualités respectables mais isolées. Elle est une association d'acteurs et de penseurs certes en voie de vieillissement, mais dont l'expérience doit être mise au service de 2 orientations fortes :

- 1) [organiser seule ou avec d'autres des rencontres et des écoutes en régions qui permettront d'agglomérer de nouvelles idées](#) et de faire adhérer de nouveaux membres individuels ou organisés (associations, réseaux, collectivités, collectifs, laboratoires de recherche universitaires, etc...) ; à défaut de nouer de nouveaux partenariats.
- 2) Poursuivre les travaux et les chantiers engagés qui contribuent à consolider les moyens de l'animation et de l'ingénierie territoriale ; cela passe par la formation au développement local, le portage en

partenariat du Carrefour des métiers, la poursuite des travaux d'écoute territoriale et l'exploitation du matériau collecté dans les territoires

Cela suppose la mobilisation de moyens et la consolidation de l'équipe avec 2 objectifs forts :

- 1) Développer de nouveaux outils de communication
- 2) Développer la connaissance des territoires locaux et de leurs acteurs

Si nos ressources adhérents et partenaires sont insuffisantes pour financer des postes ou des missions d'experts, le recours aux services civiques et aux stagiaires avec un parrainage (tutorat ?) d'administrateurs ou de prestataires Unadel sera recherché.

Examinons maintenant plus précisément les différents chantiers à poursuivre, déjà négociés et reconduits ou envisagés ;

Le Carrefour des métiers

L'année 2017 est marquée par la volonté réaffirmée par les deux porteurs du carrefour des métiers, l'Unadel et l'Inter réseau du développement social urbain (IRDSU) de relancer un nouveau cycle de travail.

A partir du constat qu'une période stable s'installe dans l'administration des territoires, sans doute jusqu'à la fin de l'actuelle mandature municipale, et qu'il est aujourd'hui important de travailler avec « les employeurs publics » autour de l'évolution des métiers liés à l'installation des nouvelles

intercommunalités de taille conséquente, que les initiatives locales prises par les habitants méritent d'être davantage prise en compte par les élus et leurs collaborateurs, un programme de travail est en cours de préparation en lien avec le CGET.

Le travail conduit avec le CNFPT devrait être renforcé. Avec l'INET de Dunkerque autour du cycle de formation des développeurs territoriaux qui connaît un réel développement et un intérêt plus marqué de la part des cadres territoriaux qui n'hésitent plus à recommander à leurs collaborateurs d'y participer. Egalement avec le siège du CNFPT autour des modes d'information et de formation mis en œuvre à partir des outils numériques et internet, tels que les e-communautés (de travail) et les séminaires en ligne (MMOC).

Le comité de pilotage devrait s'ouvrir à d'autres partenaires, dans la suite des échanges conduits en 2016 avec l'AdCF et l'ADGcF d'un côté, la CNCd, le RTES et la Fédération des Centres Sociaux de France de l'autre.

L'objectif étant de travailler à l'élaboration de co-formations permettant de réunir à la fois des élus, des fonctionnaires territoriaux, des agents de développement et des habitants autour de modalités nouvelles de découverte et d'appropriation des cadres réglementaires et des modalités d'action que les différentes configurations institutionnelles et procédures de travail permettent aujourd'hui.

Accompagnement des conseils citoyens de la Politique de la Ville

L'Unadel continuera à répondre aux sollicitations

que peuvent lui faire des collectivités locales, communes et intercommunalités afin d'accompagner les travaux de conseils citoyens. Les experts associés qui sont mobilisés pour réaliser ces actions poursuivront le travail d'échanges de pratiques afin de **capitaliser les accompagnements menés et alimenter la réflexion sur l'évolution des attentes, et des réponses apportées.**

Accompagnement des conseils de développement

L'année 2017 doit permettre, en partenariat avec la CNCd, de travailler une offre d'accompagnement qui sera déployée dès que possible de manière expérimentale et avec davantage d'ambition en 2018 auprès des nombreux territoires qui doivent mettre en place un conseil de développement en application de la loi NOTRe.

L'expérience et les valeurs portées par l'Unadel en matière de concertation et d'élaboration conjointe avec les citoyens de politiques publiques locales sont des atouts. Liés aux acquis repérés avec l'animation des conseils citoyens il apparaît possible de **proposer à des PETR, des EPCI de plus de 20.000 habitants des outils et formations utiles pour faire fonctionner, activement et dans la durée, des conseils de développement.**

Le lien sera recherché avec une ou des Régions afin de tester outils et méthodes.

La poursuite d'écoutes territoriales avec la CDC

Pour la troisième année consécutive, il est proposé à la Caisse des Dépôts et à Territoires conseils de conduire de nouvelles écoutes territoriales. Des échanges doivent avoir lieu dans les semaines à venir, à partir du bilan des écoutes déjà réalisées,

afin d'élargir les thématiques à écouter et leurs liens avec les gouvernances locales. Il sera proposé de réunir l'ensemble des territoires écoutés depuis 2015 afin tout à la fois de faire le point sur les dynamiques au travail sur ces territoires au regard de ce que les premières écoutes avait repéré et de permettre des échanges sur les méthodes, outils déployés par les différentes équipes d'élus, de socio-professionnels et de citoyens mobilisés.

Le développement d'écoutes territoriales et de rencontres avec le CGET

L'accompagnement des [contrats de ruralité](#), en lien avec le CGET, est un axe de travail qui devrait être [poursuivi en 2017](#). A la fois en revenant au contact des territoires déjà concernés en 2016 afin de mesurer si les ambitions affichées ont été tenues. En interrogeant le principe du contrat engageant les financeurs autour de projets structurants les coopérations intercommunales ou internes à un Pays ou à un PETR comme accélérateur de projet de territoires et de coopération d'acteurs.

Une attention sera portée sur l'outil expérimenté entre quelques territoires, [le contrat de réciprocité](#), qui vise à collaborer entre un territoire de métropole et un territoire rural.

La réalisation de rencontres « territoires » en lien avec des Conseils Régionaux, des Conseils départementaux et/ou des administrations déconcentrées de l'Etat

Cette année sera proposé aux Régions adhérentes de l'Unadel d'envisager comment leur soutien financier se traduit dans une contrepartie plus concrète de travail au bénéfice de leurs territoires.

En mobilisant les compétences de l'Unadel il sera proposé aux conseils régionaux [des rencontres locales permettant de renforcer les échanges interterritoriaux de pratiques](#).

La même démarche pourra être proposée à des administrations déconcentrées de l'Etat sur des approches plus thématiques liées à la transition écologique ou au développement économique.

Ces démarches participeront du souhait de voir se [développer dans les régions des associations d'acteurs qui seraient en liens avec l'Unadel sur un modèle qui serait à terme confédéral](#).

Le développement de partenariats renforcés avec les différents réseaux agissant au bénéfice du développement local

Les différentes réunions du Cercle des Partenaires de l'Unadel ont fait apparaître des proximités d'approches et d'attentes avec d'autres têtes de réseaux nationales.

Ces dernières années, la multiplication des initiatives locales mais également la multiplication des procédures faisant l'objet d'appel d'offre ou d'appel à projet de la part de l'Etat ont contribué à faire émerger de nouvelles organisations nationales qui se sont ajoutées aux têtes de réseaux plus anciennes qui œuvrent également au bénéfice de territoires.

De cette nébuleuse émergent des « écosystèmes » et [l'Unadel a vocation à travailler de manière plus intense avec différents réseaux et structures](#).

[Le Carrefour des Métiers constitue une base de travail](#) qui mérite d'être élargie au-delà des métiers.

L'objectif de produire des outils et méthodes au bénéfice des habitants/citoyens désireux de participer à l'élaboration et à la conduite de

politiques publiques locales doit nous conduire à renforcer nos liens avec différents élus engagés dans ces démarches, différentes associations qui se mobilisent autour des usages des outils numériques au bénéfice de la démocratie active.

L'ensemble de ces orientations sont traduites dans le projet de budget présenté à l'occasion de cette Assemblée Générale. Pour autant je les soumets à votre appréciation et les mets en débat avant de solliciter votre vote de confiance ...ou de modération des orientations ainsi énoncées.

EN VOUS REMERCIANT POUR VOTRE
CONFIANCE ET VOTRE ENGAGEMENT DANS
NOS TRAVAUX AU SEIN DE L'UNADEL



Claude Grivel,
Président de l'Unadel.

Document soumis à l'approbation de l'AG
du 12 mai 17.



association loi de 1901
SIREN 392 048 179
150, 154 , rue du Faubourg Saint Martin
75010 PARIS

contact@unadel.org
www.unadel.org
tweeter : AssoUnadel
facebook : @AssoUnadel

avec le soutien de

